



# HOLD-UP SUR LE PEUPLE GREC. ÇA SUFFIT !

**AVEC LE PEUPLE**

---

**GREC, METTONS**

---

**FIN À L'AUSTÉRITÉ**

---

**PARTOUT**

---

**EN EUROPE !**

---

En Grèce, Syriza,  
la coalition de gauche  
anti-austérité,  
vient de gagner  
les élections législatives.

Après des années  
d'austérité  
et de pillage par les  
banques européennes,  
le peuple grec relève  
la tête.



# HOLD-UP SUR LE PEUPLE GREC, ÇA SUFFIT !

En Grèce, Syriza, la coalition de gauche anti-austérité, vient de gagner les élections législatives. Après des années d'austérité et de pillage par les banques européennes, le peuple grec relève la tête.



## UN PEUPLE ÉTRANGLÉ, UN PAYS DÉTRUIT PAR LA TROÏKA

**La politique d'austérité imposée par la Troïka au peuple grec est inhumaine :** coupes dans les budgets sociaux et les allocations, réduction des salaires de 30% (public et privé), suppression de 150 000 postes publics, augmentation des impôts indirects sur les biens de consommation, bradage des richesses du pays (privatisations dans les ports, les transports, les télécommunications, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, la télévision publique).

**Résultat : la récession dure depuis 6 ans avec un effondrement d'un quart de la richesse nationale produite.** Près de 800 000 personnes ont perdu leur travail en 3 ans. Le taux de chômage est passé de 8% à 30% en 6 ans (60% pour les moins de 25 ans). Des centaines de milliers de jeunes ont dû quitter le pays. Des enfants souffrent de malnutrition, et la mortalité infantile a augmenté de 40%.



## AVEC LE PEUPLE GREC, METTONS FIN À L'AUSTÉRITÉ PARTOUT EN EUROPE !

**Syriza porte l'espoir des peuples d'Europe. Sa victoire ébranle l'édifice austéritaire.** En France et dans toute l'Europe, organisations de gauche, syndicats, mouvements sociaux et citoyen-ne-s, construisons un large mouvement de solidarité pour exiger du gouvernement français et de tous ceux de l'UE :

► **L'abrogation de toutes les mesures antisociales** et des privatisations imposées par la Troïka.

► **Le droit de la Grèce à un moratoire sur sa dette,** c'est-à-dire d'arrêter de payer les intérêts illégitimes qui engraisent les banques et l'empêchent de mener une politique de justice sociale.

► **Une conférence internationale pour un audit de la dette grecque et l'annulation de la dette illégitime** à l'égard des banques et des institutions européennes.

► **En Europe, la socialisation des banques et un contrôle citoyen social et démocratique sur le système bancaire.** Le contrôle strict des mouvements de capitaux, la taxation des transactions financières, l'arrêt du recours des États aux marchés financiers.

« Tic, tac, tic, tac.. », **le compte à rebours de la fin de cette Europe austéritaire est en marche.** En Grèce, dans l'État espagnol, ici en France, partout « Nous pouvons » : **désobéir à cette Union européenne et ses traités pour imposer une Europe sociale, écologique et démocratique.**

## Une dette illégitime, un hold-up des banques sur le peuple grec

Entre 2005 et 2009, convaincues que l'Union européenne viendrait à leur secours en cas de problème, les grandes banques privées européennes prêtent massivement à la Grèce (de 80 milliards à 140 milliards, au secteur privé et à l'État).

En 2010, les banques françaises et allemandes possèdent la moitié des titres de la dette grecque. Cet endettement sert des projets, souvent inutiles, qui font le profit de grandes entreprises américaines, allemandes ou françaises (Bouygues...).

À partir de 2010, alors qu'elles se refinancent à un taux de 1% auprès de la Banque centrale européenne (BCE) les banques spéculent : elles exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés (de 6% à 10%) pour les prêts à la Grèce.

Le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la BCE constituent la « Troïka » qui en profite pour mettre la Grèce sous tutelle, avec des prêts conditionnés à des plans d'austérité drastiques.

Le pays est étranglé, et, pour payer les intérêts de la dette aux banques privées européennes, le gouvernement emprunte toujours plus à la Troïka : la dette passe de 120% à 175% de la richesse nationale. Le « plan de sauvetage » sert à enrichir les banques privées, tout en transférant le risque sur les États : les institutions publiques de la Troïka détiennent aujourd'hui 80% de cette dette. C'est une question avant tout politique.